



# L'I.R.E.

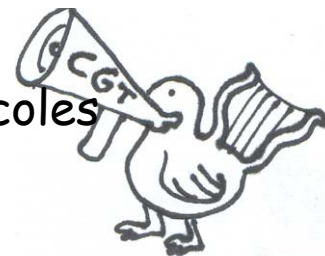
## Lettre d'Information Rapide aux Ecoles

### Sden-Cgt Educ' Action

4 Place St François

06300 Nice

06/63/57/64/72 sden1d06@free.fr



La Cgt-Educ' Action, un syndicalisme  
confédéré pour une transformation de  
l'Ecole

### On nous prend pour des C... !

Darcos, le cinquième mousquetaire de la grande distribution de rentrée fait son show et froid : hommages de façade, 30 fournitures à prix kärchérisés, une heure d'EPS en plus, carte professionnelle « gold » pour muséophiles, études surveillées (au collège d'abord, chez nous en 2009), heures sup défiscalisées pour celles et ceux qui le valent bien, nouveaux nouveaux programmes qui lavent plus blanc, le samedi qui passe à la trappe... Mais que va-t-il encore nous sortir de son chapeau !

Ah oui, un sac de miettes sur les RAR\* afin que les drôles d'oiseaux qui y volètent restent bien collés sur leur perchoir commun. Avec pour certains-es, une carte scolaire à la carotte. Plus 11 200 postes supprimés (vous plaignez pas, ça devait être 17 000 !). Plus un contrat EVS sur deux non renouvelé. Plus une volonté opiniâtre de ne pas canner sur le service minimum dans l'Education Nationale. Plus le chantier sur la revalorisation du métier d'enseignant qu'il lance avec l'aide de penseurs/panseurs de gauche, mammoth défosilisés rejoignant ces « milieux autorisés » (que raillait Coluche) qui nous brosseront dans le sens du poil tout en pointant, par média interposés, les énormes carences de notre système éducatif. Assis sur les premiers bancs, les anti-pédagos, les nostalgiques d'un Age d'Or, ceux pour qui élite et mérite riment applaudiront. Crétins.

Et nous dans tout ça ? Militants-es ou pas, syndiqués-es ou presque, que devons-nous tenir ? Continuez à lutter contre

« échec/violences/exclusion scolaires », faire en sorte que celles et ceux qui sont de futurs citoyens se retrouvent pas en marge de la société. Avec les temps qui courent, cela va être dur et complexe. Complexe de revendiquer et de réaffirmer notre liberté pédagogique, des moyens financiers et humains dignes d'une politique éducative ambitieuse, du temps pour les équipes. Tout ça à articuler avec des demandes plus corporatistes (conditions de travail, salaires, pouvoir d'achat ...) essentielles aussi. Complexe de faire évoluer nos mentalités, de revendiquer et de faire du collectif.

Ce « L'IRE » (la colère ?) de rentrée se veut archi-combatif : la casse du Service Public continue, la protection sociale vole en éclats, l'AD-Haine veut rattraper les sans papiers et cerise sur le gâteau, on reçoit une foutue « Lettre aux éducateurs » signée par un gourou vidéocrate.

Les réactions, pétitions, mobilisations arrivent : répondons présents-es.

Pour ne pas, justement, qu'on nous prenne pour ...

**Marc Le Roy**

\*Réseaux Ambition Réussite

Grève et manifestation

le 18 Octobre.

Ensemble pour gagner!

## Une première rentrée... en CLIS.

Une rentrée est toujours un renouveau, une remise en question. Une première rentrée est plus que cela. C'est une nouvelle vie qui commence, mêlée d'espoirs et de doutes, d'enthousiasmes et de découragements.

Lorsque cette première rentrée se fait en CLIS, c'est tout un univers qu'il faut inventer pour comprendre des enfants que tout a exclu. Amener un peu d'espoir et de couleurs dans des classes où misère et souffrance, handicaps et traumatismes sont le lot de beaucoup... de tous !

Comment les rendre moins hostiles à l'école quand celle-ci est le reflet de leur échec ?

Comment leur faire comprendre qu'ils ont ici la possibilité, même mince, de devenir un peu plus maîtres de leur vie ?

Me voici donc confrontée à des situations d'enfants face auxquelles je ne peux, pour l'instant, que rester muette. Et soudain m'apparaît la triste réalité : mon travail sera cette année tout autant celui d'un éducateur que d'une enseignante.

Ces enfants, pour rentrer dans les apprentissages, doivent pouvoir se décharger de ce qui les obsède : la mort, la violence familiale, l'abandon.

« Pour cette année, vous rendez service à l'institution, vous ne ferez pas de miracle avec ces enfants », me dit-on lors d'une visite.

Ces enfants ont besoin d'aides individuelles, psychologiques, éducatives. On leur fait croire ainsi qu'à leurs parents, que la CLIS est le moyen de les réintégrer dans un système scolaire conventionnel. Ce n'est en réalité qu'un moyen de faire face à l'urgence : ils sont regroupés pour ne pas gêner le fonctionnement des autres classes plus que pour évoluer eux-mêmes. Et bien des fois ma classe prend des allures de mise en quarantaine... On pouvait rêver mieux pour une première rentrée...



Florence Hourtic

# Toutes et tous en grève le 18 octobre

## PAR LA GREVE, FAISONS DU 18 OCTOBRE

### UNE ETAPE INCONTOURNABLE DE LA MOBILISATION

Les Fédérations de la Fonction Publique CGT (Ugff), l'Unsen-Cgt, la Ferc-Cgt ont appelé mardi à cesser le travail le 18 octobre.

Plus que jamais, l'information, les débats, le travail de conviction sont à l'ordre du jour pour faire vivre une Fonction publique de qualité répondant aux besoins de la population.

**En convergence avec des processus d'actions et de grève d'ores et déjà initiés pour le 18 octobre dans d'autres professions, nous nous mobiliserons :**

**Pour :**

- ↗ Le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et l'ouverture immédiate de négociations salariales,
- ↗ Un emploi public statutaire basé sur les besoins de la population et de la jeunesse, l'arrêt des suppressions d'emplois,
- ↗ La préservation et l'amélioration du statut des fonctionnaires dans le souci de l'intérêt général,
- ↗ La titularisation des non-titulaires,
- ↗ Une véritable réforme solidaire des retraites, en rupture avec les régressions déjà mises en œuvre ou projetées,
- ↗ L'amélioration concrète et urgente des conditions de travail.

**RETROUVONS-NOUS TOUS ET TOUTES ENSEMBLE  
DANS L'ACTION, LA GREVE ET LES MANIFESTATIONS  
LE 18 OCTOBRE 2007**

Cette étape incontournable doit s'inscrire dans un mouvement qui n'exclut aucun nouveau rendez-vous, en particulier à la mi-novembre pour la Fonction publique.



# **Déclaration de l'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires**

## **Pour une Fonction publique encore mieux et plus au service de tous ensemble**

**A**près les déclarations du Président de la République, messieurs FILLON, WOERTH et SANTINI ont lors de la conférence nationale du 1<sup>er</sup> octobre 2007, malheureusement confirmé leurs néfastes projets pour la Fonction publique.

C'est la volonté de mettre en place la rémunération au mérite, le refus de revaloriser les salaires et les pensions alors que les pertes du pouvoir d'achat s'accumulent.

L'objectif de la réduction massive des missions et des effectifs est plus que jamais à l'ordre du jour. C'est moins de service public et moins de débouché d'emplois pour les jeunes.

Les fonctionnaires ont des droits statutaires qui sont aussi des garanties pour l'égalité de traitement des citoyens.

Les attaques frontales contre ces droits sont aussi une remise en cause de ceux de la population.

**Opposée radicalement à de tels objectifs de régression sociale, l'UGFF entend, quant à elle, promouvoir de véritables alternatives porteuses de progrès social pour tous.**

Elle estime indispensable la construction d'un rapport de forces, le plus unitaire possible, pour combattre les mauvais coups et imposer d'autres solutions.

Dans le cadre de ce mouvement, des temps forts de mobilisation sont d'ores et déjà décidés ainsi le 13 octobre avec la manifestation nationale sur la santé au travail et la protection sociale.

HORTEFEUX DURCIT LE TON.



**C'est pourquoi l'UGFF / CGT appelle les personnels à s'inscrire et à participer massivement à une journée de grève le jeudi 18 octobre prochain.**

# **Refondation ?... Liquidation !...**

## **Ce qu'on veut nous imposer :**

Dévalorisation du travail, augmentation de la charge et de la durée du travail, suppression de milliers d'emplois dans les secteurs privé et public, privatisation, concurrence, réductions budgétaires, franchises médicales, allongement de la durée de cotisation retraite, démantèlement du service public...

## **Les français-e-s ont-ils voté pour ça ?**

## **Ce qui est en cause aujourd'hui :**

Les fondements d'une société plus solidaire : code du travail, contrats de travail, droit de grève, sécurité sociale, retraite par répartition, dialogue social...

## **Démocratie ou autocratie ?**

DOGME : toute activité humaine doit rapporter un maximum de profits, à très court terme.

C'est le marché qui va tout réguler, tout régler...

OPINION ENTRETENUE : Présenter le dogme précédent comme inévitable, naturel, incontournable, nécessaire...

NEGOCIATION ? : « Je serai ouvert sur les moyens et la méthode, mais je ne transigerai jamais sur les objectifs, ni sur les principes » (N.Sarkozy, discours au sénat) : ultimatum !

**Vous voulez de cette société là ?**

**Non ? Alors, dites-le !**

**En faisant grève le 18 octobre 2007**

## Qu'est-ce qui nous est proposé ?

### Ecoles / Collèges / Lycées

- 11 200 suppressions d'emplois
- Autonomie des établissements
- Remise en cause des statuts et des services
- Flexibilité des personnels, polyvalence
- Non remplacement d'un fonctionnaire sur deux
- Précarité accrue.

### Education Populaire

- Renégociation des conventions collectives
- Déni de démocratie sociale

### Enseignement supérieur / Recherche

- Autonomie des établissements
- Présidentialisation renforcée
- Précarisation galopante des personnels
- Zéro création d'emplois
- Décisions locales sur les recrutements, les primes et les obligations de services
- Individualisation des rémunérations
- Mise en concurrence des établissements
- Conditions de vie et d'études sans moyens

### Formation Professionnelle

- Mise en concurrence des établissements
- Inégalité d'accès à la formation
- Fermeture de nombreux GRETA

### Culture

- Suppression de centaines de postes
- Déstructuration du ministère de la Culture
- Aide publique à la création en fonction du « succès » auprès du public.

## Les objectifs réels du gouvernement.

- Diminuer le nombre de postes au profit d'heures supplémentaires
- Suppression de la carte scolaire
- Mise en compétition des établissements
- Transformation de l'Ecole en outil de ségrégation.

- Baisse du coût du travail.
- Mise en concurrence des associations

- Nouveaux cadeaux aux patrons : 1,3 milliards d'€ de crédit d'impôt recherche cumulé.
- Renforcement de la sélection à l'entrée du 2e cycle
- Subordination des formations et des recherches aux logiques utilitaristes
- Remise en cause des missions des organismes de recherche.

- Désengagement financier
- Démantèlement du service public de formation (AFPA, GRETA,...)

- Intervention des entreprises privées dans les politiques publiques culturelles
- Mise en concurrence commerciale des opérateurs publics culturels

**Inévitable ? Incontournable ? Nécessaire ? NON !**

## *Lettre aux éducateurs\* :*

*l'art de la confusion au service  
d'une conception libérale de l'Ecole*

*La décision du Président de la République d'écrire aux éducateurs est avant tout une opération de communication destinée à faire passer en douceur sa « refondation de l'Ecole » résolument libérale. Démagogie, envolées lyriques et surtout stratégie de la confusion constituent, comme à l'accoutumée, l'arsenal du discours sarkozien.*

Dans le droit fil de sa charge contre mai 68, il met d'abord **l'école en accusation** : laxisme, renoncement à l'effort et à l'autorité ont conduit à un échec massif, une inégalité accrue, des chances de promotion sociale réduites. Puis il fait l'éloge de «**notre modèle d'école républicaine**»



«*qui brasse toutes les*

*origines, toutes les classes sociales, en les respectant toutes*», de ses enseignants en faisant «*confiance en leur capacité de jugement*» et énonce une série de principes qui ne peuvent que susciter l'approbation.

**Mais cette volonté de brouillage ne peut masquer des orientations rétrogrades, pour les élèves et les personnels, qui modifieront en profondeur la conception du service public d'éducation.**

**Certes notre Ecole connaît des dysfonctionnements** - nous militons pour qu'elle se transforme et se démocratise-, mais aucune référence n'est faite aux inégalités, sociales, économiques, territoriales, causes premières de l'échec qui, selon N. Sarkozy, relèverait au contraire de la responsabilité individuelle de l'élève et de l'enseignant-e.

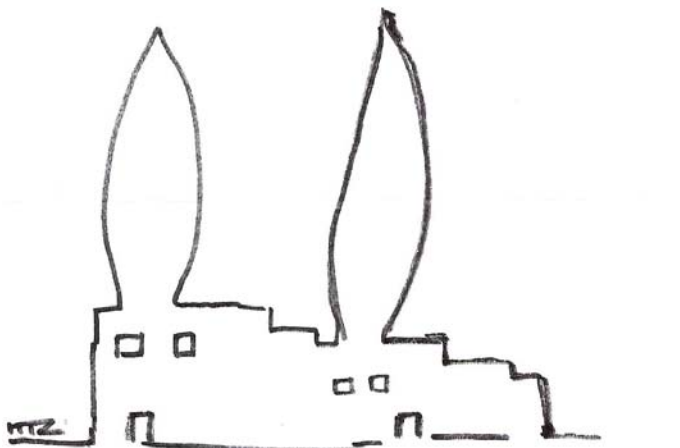
**La sortie prématurée de 150 000 jeunes sans qualification** doit être une préoccupation majeure de la Nation. Pourtant rien dans le programme présidentiel n'est susceptible de la faire reculer. Plusieurs années de gestion gouvernementale à laquelle a participé Nicolas Sarkozy n'ont pas inversé la tendance.

Aujourd'hui, pour «*qu'il y ait moins de ségrégations*», il décide de **supprimer la carte scolaire**. Non seulement cette mesure **n'améliorera pas la situation mais au contraire l'aggravera en renforçant** la concurrence entre les établissements et les effets de ghettoïsation.

«Le Président de la République m'a donné *mission de rompre avec le collège unique*» déclare Xavier Darcos. A la place de ce collège «unique» -et non «*uniforme*» comme il se plaît à le dire pour le disqualifier- qui n'a jamais vraiment existé faute d'une réelle mise en œuvre, les établissements disposeraient d'une plus grande autonomie et définiraient eux-mêmes leur «*politique éducative*».

«Il est exclu de réintroduire un examen pour *entrer en sixième*» rappelle le ministre.

Pourtant, dans ce courrier du Président, figure bien l'idée d'un barrage à l'entrée du collège, comme d'ailleurs au lycée et à l'université.



GRUPE SCOLAIRE C. CLAVIER

Qui croire ? Quid de l'acquisition d'une « culture commune » par tous les collégiens ?

Et dans ce nouveau collège, le développement de voies différentes entérinera une différenciation des parcours dès la 6ème.

**Notre bataille pour un collège unique, lieu commun de formation pour tous, passe par la prise en compte des difficultés propres à chacun et des moyens pédagogiques et humains pour y remédier.**

Certains silences sont éloquents... Le texte fait l'impasse sur l'enseignement prioritaire, absent des préoccupations du président, et sur la voie technologique.

Vouloir réduire les sorties sans qualification et aider les établissements difficiles sont des objectifs ambitieux mais incompatibles avec des réductions massives d'emplois : 100 000 perdus en 5 ans dont 25 000 d'enseignants, 11 200 au budget 2008 !

Dans un tel contexte, l'autonomie renforcée des établissements est un leurre !

**Se dessine ainsi une école élitiste -elle promeut le mérite et exclut les plus faibles- qui va de pair avec la disparition du principe de carte scolaire. L'inégalité sera la règle et pèsera encore plus lourdement sur l'orientation des élèves.**



Reconnaître la conscience professionnelle des enseignant-e-s et la difficulté croissante du métier est une chose, mais vouloir une vraie revalorisation salariale des personnels en est une autre !

Est-ce avec les économies réalisées par les postes supprimés qu'on améliorera les conditions d'étude des élèves, les conditions de travail et le pouvoir d'achat des enseignant-e-s ?

Sûrement pas : «  *dans l'école que j'appelle de mes vœux, il y aura moins d'heures de cours et moins d'enseignants* ».

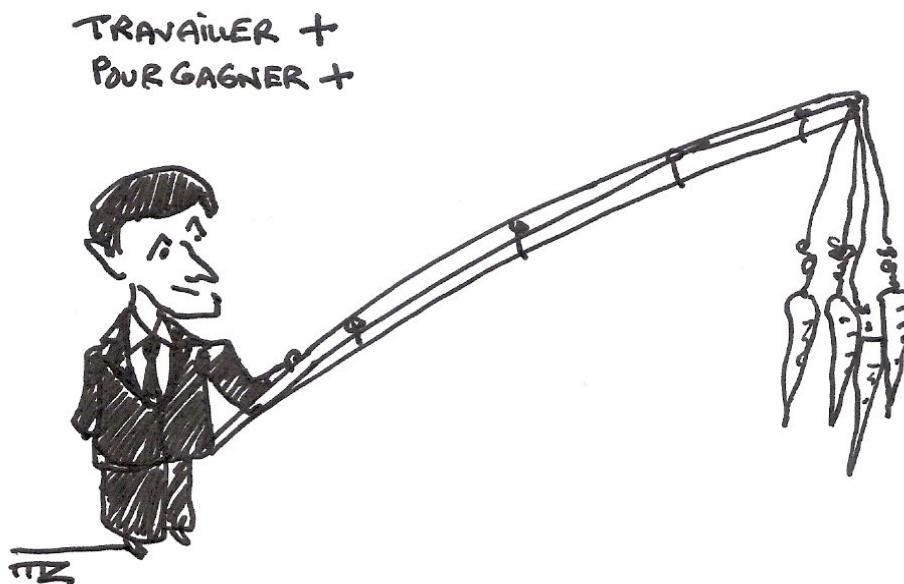
Pour gagner plus, il faudra donc travailler plus ... en heures supplémentaires sous-payées, le mérite sera réservé à quelques-un-e-s.

Et le diptyque « moyens supprimés contre pouvoir d'achat » est un donnant-donnant inadmissible ! L'exercice de style du Président de la République qui s'évertue à dire qu'il aime les enseignants et les élèves, que ce qu'il fait c'est pour leur bien, ne fera pas illusion très longtemps.

**Nous sommes opposés à une telle conception de l'école et nous défendrons un service public d'Education attaché aux principes d'égalité, de solidarité, de mixité sociale, garants de la réussite de tous et respectueux de ses personnels.**

---

*\* Les éducatrices se demandent si elles recevront, elles aussi, une lettre...*



## Où l'on prouve que la notation des personnels est un instrument d'injustice !

Prenons une école maternelle, où depuis plusieurs années déjà, des enseignant-e-s tentent de travailler en équipe et s'entendent bien... Une école qui a déjà « subi » une inspection d'école (rappelons que c'est une somme d'inspections individuelles au sein d'une école) il y a 5 ans. Il y a 5 ans (au lendemain de l'élection du Président Chirac) c'était une expérience nouvelle pour l'IEN et pour les collègues : inspection individuelle et réunion collective avec les conseillères pédagogiques. Résultat des courses : les unes et les uns avaient été augmenté-e-s de manière différente, créant tout de même un malaise entre les personnes... le pourquoi persifleur du « il ne vaut pas mieux que moi ou que mon travail .... ».

5 ans plus tard (au lendemain de l'élection du Président Sarkozy) rebelote !

Inspection d'école, mais avec le sentiment pour chacun-e que l'IEN prenait mieux en compte l'effort de ce travail collectif, la mise en œuvre permanente au service de tous par chacun-e.

Alors? Résultat des courses cette fois-ci?

Et bien pas un 10<sup>ième</sup> de point supplémentaire au-delà de ce qu'aurait pu mettre l'ordinateur\* au mieux, voire moins pour d'autres !!! Mais de bons rapports (ouf pour notre ego !!)

La raison? La limite d'âge et la grille départementale !!!!!!!!!!!!!!! Aucune exception !!!

(\*En passant il faut rappeler que l'ordinateur rattrape automatiquement par un 1/4 de point par an, les personnes qui n'ont pas inspectées depuis plus de 3 ans, et les notes ainsi corrigées entrent dans les barèmes de mutation et de promotion).

Que le-la fonctionnaire que nous sommes soit contrôlé-e, soit !

Que l'inspection individuelle soit cet outil de contrôle, hum !!

Mais arrêtons de nous faire croire que la note traduit sa valeur intrinsèque !!!

Elle n'est pas autre chose que l'outil pervers d'un pouvoir arbitraire !!!!



## Commentaires sur le rapport du Haut Conseil de l'Ecole ...

Comme c'est facile de crier « haro sur l'école » alors que les enseignant-e-s elles-mêmes conviennent des difficultés et désespèrent de moyens pour y remédier.

Donc pour le constat, on est assez d'accord ! Mais il faut analyser les causes et que les média publient aussi les conclusions du rapport sur le manque de moyens et de postes !!

Quelques exemples....

Depuis 20 ans au moins, nous passons de dispositifs en dispositifs affublés de sigles depuis les ZEP, ZUS, REP, RAR, avec des nuances...afin de restreindre les périmètres où les moyens humains et financiers doivent être abondés pour répondre aux difficultés rencontrées !!

Et si on parlait des carcans administratifs !!

Un enfant nouvellement arrivé en France (un ENAF) est celui qui quel que soit son âge est arrivé après le 1<sup>er</sup> juillet 2006...et de ce fait a droit (là où ça existe !!) à une prise en charge particulière et quotidienne (CRI) pour apprendre plus rapidement la langue française.

Celui qui est arrivé avant n'a plus droit à rien, même si chez lui, on ne parle toujours pas un mot de français !!

Et l'enfant né ici, dont le français est véritablement la langue seconde, qui ne le parle qu'à l'école, n'a droit à rien non plus ...alors qu'il est plongé chez lui dans ce même bain étranger !!

Que proposer à ces enfants qui, en petite section ont le regard vague ou perdu, ne comprenant rien du flot de langage qui les submerge, alors que dans le même temps, dans d'autres quartiers, les enfants de 3 ans savent déjà tout de « la chose scolaire » ?...

Pour que les enfants entrent à l'école plus tôt et ainsi réduire cet écart à 3 ans, il faut que celle -ci soit étiquetée ZEP, RAR ...

Un autre constat est fait sur la primarisation de la grande section maternelle !!! C'est vrai, mais sous quelle pression ? Cela ne correspond pas à une demande des enseignant-e-s des écoles maternelles !

Après le rejet du collège unique, après le rejet de la loi d'orientation de 1989, que veut-on nous faire croire après l'invention du socle commun ? **Que l'on peut travailler avec 30 élèves en maternelle, 30 élèves en 4<sup>ième</sup>, 36 élèves en seconde et en terminale...sans avoir aucun élève en échec ?**

Elisabeth Caron

# SUPPRESSION DU SAMEDI MATIN TRAVAILLÉ

Une fois de plus le Gouvernement par la bouche du Ministre de l'Education Nationale fait le choix d'une déclaration tonitruante avec un fort effet d'annonce. L'Education Nationale est une chose trop sérieuse pour que l'on règle ses problèmes par voie de presse sans aucune réflexion préalable. Le problème des rythmes scolaires qui réapparaît régulièrement mérite certainement mieux que cela.

La suppression d'heures de cours aura des conséquences sur les programmes scolaires déjà surchargés.

Le fait de dégager des heures d'enseignement pour les élèves en difficulté peut paraître une bonne idée, mais sous quelle forme, avec quels enfants, à quel moment de la semaine alors que la journée de l'écolier est déjà très longue?

Rien dans ses déclarations sur le temps de travail des enseignant-e-s du 1<sup>o</sup> degré. Cette annonce du Ministre de l'Education Nationale, ne viserait-elle pas plutôt à

démontrer qu'il se préoccuperait des conditions de vie des écoliers et de la lutte contre l'échec scolaire alors que la réalité est toute autre au vu des moyens qui sont donnés à l'Ecole pour lui permettre d'aider les enfants: RASED inexistantes ou exangues, effectifs élevés dans les classes, moyens de remplacements largement insuffisants, enseignant-e-s surnuméraires dont le rôle est très important pour aider à l'aide des élèves en difficulté, baisse drastique des crédits donnés aux établissements situés zones sensibles...

La Cgt Educ'Action entend mener le combat dans l'unité avec ses partenaires syndicaux et/ou associatifs pour que des moyens suffisants soient donnés à l'Ecole Publique, elle ne saurait se satisfaire d'une politique qui vise plus à l'auto-promotion du gouvernement qu'à régler les problèmes de fonds qui se posent aujourd'hui au système éducatif.

